

LA CULTURE



E N P E R S P E C T I V E

87-004

Été 1992

Volume 4, No. 2

Le Conseil des arts du Canada prépare l'avenir grâce aux données sur la culture

Claire McCaughey, Chef, Section de la recherche et de l'évaluation, Conseil des arts du Canada

Pour mieux surmonter les obstacles qui se dressent dans le secteur des arts aujourd'hui, et pour préparer l'avenir, le Conseil des arts du Canada, organisme national de financement des arts au Canada, a mis en oeuvre en 1989 un processus officiel de planification à long terme. Ce processus exige des données fiables sur les arts, notamment sur les finances des organismes artistiques, sur le statut de l'artiste et des travailleurs du secteur culturel et sur l'état de santé du secteur en général.

L'une des utilisations importantes des données dans le processus de planification est l'analyse des tendances à long terme. Grâce à des enquêtes annuelles menées par Statistique Canada, notamment l'enquête sur les arts d'interprétation, l'enquête auprès des éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres et l'enquête sur les établissements du patrimoine, le Conseil peut obtenir des données se rapportant aux organismes voués aux arts d'interprétation, à la littérature et aux arts visuels qui bénéficient de ses subventions. Le Conseil s'est d'abord penché sur les arts d'interprétation (les compagnies d'arts d'interprétation ont reçu près de la moitié des subventions totales de 88 millions \$ accordées par le Conseil en 1990-1991). Bien que les données d'enquêtes de Statistique Canada paraissent dans des publications et fassent l'objet d'analyses spéciales, le Conseil a demandé au Bureau des données à long terme se rapportant uniquement aux compagnies qu'il subventionne. La série de données spéciales ainsi obtenue à partir de l'enquête sur les arts d'interprétation de Statistique Canada couvre à l'heure actuelle la décennie 1980 - 1990 et sera

mise à jour annuellement. Les données qu'elle comporte se rapportent à la plupart des compagnies d'arts d'interprétation subventionnées par le Conseil. En 1990, la série de données représentaient les activités de 241 compagnies : 29 troupes de ballet et compagnies de danse moderne, 45 orchestres et ensembles de musique de chambre, 9 compagnies d'opéra et 158 compagnies de théâtre.

Le Conseil a pu exploiter cette mine de données sur les arts d'interprétation pour élaborer les séries chronologiques agrégées dont il a besoin. Ces séries contiennent des statistiques sur les finances, l'auditoire et le nombre de représentations des compagnies de danse, de musique, d'opéra et de théâtre ainsi que selon la province et la grande région urbaine. Les travaux à venir porteront sur l'établissement du profil des petites, des moyennes et des grandes compagnies. Les données présentent une image unique des compagnies d'arts d'interprétation subventionnées par le Conseil des arts du Canada pendant les années 80. Le Conseil publiera prochainement cette analyse afin de rendre les données accessibles à la collectivité artistique.

Tendances à long terme dans les années 80

Grâce aux données relatives à ses compagnies clientes, tirées de l'enquête sur les arts d'interprétation, le Conseil des arts du Canada est en mesure d'analyser les tendances à long terme. Les données ont été agrégées par Statistique Canada pour répondre à des besoins particuliers, entre autres pour ce qui est des répartitions selon

Suite p. 2

Dans ce numéro:

Le Conseil des arts du Canada prépare l'avenir grâce aux données sur la culture	1
La balance du commerce dans les industries culturelles canadiennes	3
Communiqué	5
Pleins feux sur les données	5
Dépenses au titre de la culture	6
Publications et données	5, 7

La culture en perspective (n° 87-004 au catalogue) ISSN 0843-7548 est une publication trimestrielle autorisée par le Ministre responsable de Statistique Canada • Ministre de l'Industrie, des sciences et de la technologie, 1992.

Rédactrice: Renée Langlois, (613) 951-1571

Abonnements: Canada: 6,25 \$ l'exemplaire, 25 \$ par année. Etats-Unis: 7,50 \$ US l'exemplaire, 30 \$ US par année. Autres pays: 8,75 \$ US l'exemplaire, 35 \$ US par année. Commandes: 1-800-267-6677 (sans frais partout au Canada).

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable du chef, Services aux auteurs, Division des publications, Statistique Canada, Ottawa (Ontario) K1A 0T6.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et,



Canada et la population, les entreprises et les produits des statistiques précises et actuelles.



diverses disciplines, selon des régions géographiques et selon la taille des compagnies.

Comme le révèle les données, les années 80 ont été une décennie de croissance. Le nombre de compagnies d'arts d'interprétation subventionnées par le Conseil a augmenté, bon nombre de nouvelles compagnies de danse moderne et de théâtre, notamment, ayant vu le jour. Le nombre de spectateurs s'est lui aussi accru, passant de 8.5 millions en 1980 à 11.6 millions en 1989. Les jeunes spectateurs, particulièrement, ont vu leur nombre augmenter rapidement : en 1989, il s'élevait à 3.4 millions, ce qui représentait 29% de l'ensemble des spectateurs (figure 1). Le nombre moyen total de spectateurs par représentation est passé de 359 à 380, ce qui indique un auditoire de plus en plus nombreux à un plus grand nombre de spectacles. Témoignant de la croissance globale, les recettes moyennes par compagnie ont augmenté de 12% au cours des dix dernières années, et ce après avoir tenu compte de l'inflation.

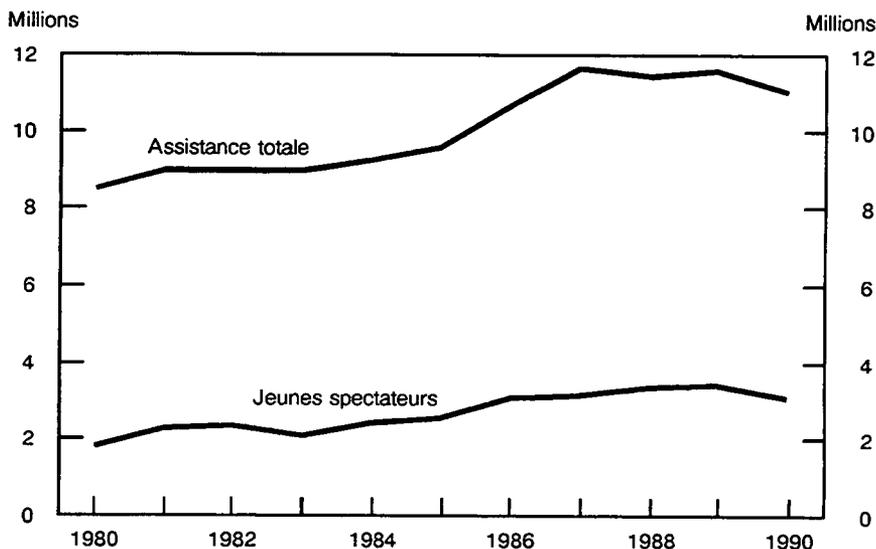
Bien que davantage de compagnies aient touché un auditoire plus nombreux, leur capacité de financer leurs activités est devenue un exercice d'équilibre étant donné la compétition plus vive au chapitre de l'obtention de ressources. Tandis que la hausse des ventes de billets, ainsi que les recettes gagnées provenant d'autres sources (comme les recettes garanties et les frais de service), ont permis aux compagnies de continuer à tirer environ la moitié de leur revenu total de recettes gagnées, le pourcentage de ces recettes est passé de plus de 50% en 1986 à un peu moins de 49% en 1989. Pendant cette période cependant, les fonds de sources publiques ne se sont pas accrus au même rythme, ce qui signifie que les compagnies ont dû se tourner de plus en plus vers le secteur privé pour obtenir de l'appui. La part du revenu que représente l'aide des sociétés, en particulier les patronages, est passée de 4% en 1980 à 7% en 1989 et l'aide totale du secteur privé, de 13 à 17%. En revanche, les subventions des administrations publiques sont passées, dans l'ensemble, de 37 à 35%, principalement en raison de la diminution de la part des subventions du Conseil des arts. Ces dernières, qui représentaient 17% des recettes au début de la décennie, sont tombées à 13% à la fin des années 80 (figure 2).

L'année 1990 fut un point de retournement pour ces compagnies, alors que les premiers effets de la récession se sont faits sentir. L'auditoire est passé de 11.6 millions à 11 millions. De plus, les dons et patronages des sociétés ont chuté, après avoir progressé de façon continue pendant les années 80.

Les effets de la récession combinés aux subventions essentiellement plafonnées du Conseil des arts entraînent des difficultés financières sérieuses qui se feront probablement sentir davantage dans les années 90. Au milieu de la décennie, le

Figure 1

Compagnies d'arts d'interprétation subventionnées par le Conseil des arts, assistance totale et jeunes spectateurs, 1980 à 1990



Source: Totalisations spéciales provenant de l'enquête de Statistique Canada sur les compagnies d'arts d'interprétation, demandées par le Conseil des arts

déficit annuel composé des compagnies atteignait 6,9 millions \$ en dollars courants, ou 4% des recettes totales. Les déficits annuels totaux ont été moins élevés dans la dernière partie de la décennie en raison de la reprise qui a suivi la récession du début des années 80. En fait, les compagnies ont déclaré, dans

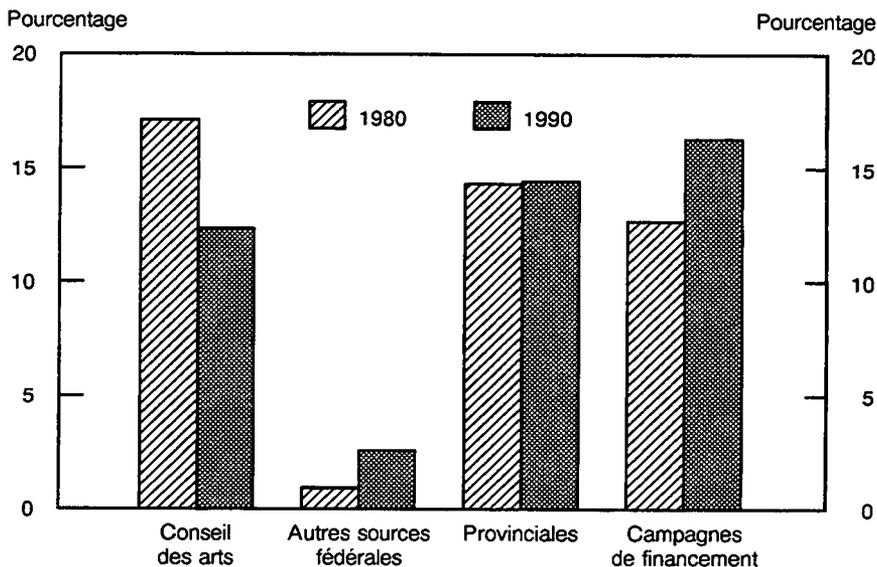
l'ensemble, un excédent en 1988. Mais en 1990, les déficits annuels se sont élevés de nouveau pour atteindre 7.3 millions \$. Quoique les déficits ne constituaient pas encore un problème aussi grave qu'au milieu des années 80, le

Suite p. 3

Figure 2

Compagnies d'arts d'interprétation subventionnées par le Conseil des arts, sources choisies de revenus, 1980 et 1990

Toutes disciplines



Source: Enquête sur les compagnies d'arts d'interprétation, Programme de la statistique culturelle, Statistique Canada

plein impact de la récession ne se mesure pas dans les données de 1990. Les déficits accumulés, qui s'élevaient à environ 20 millions \$ en 1990, représentent un problème sérieux et grandissant pour les compagnies d'arts d'interprétation.

Les compagnies de danse, de musique, d'opéra et de théâtre ont suivi des tendances différentes dans les années 80 puisque la mesure dans laquelle elles comptent sur différentes sources de revenus varie. Dans le cas des compagnies de danse, par exemple, la part des recettes totales que représentent les recettes gagnées est moins élevée que dans les autres disciplines. Les recettes gagnées ont totalisé 37% des recettes des compagnies de danse, comparativement à 43% pour les compagnies d'opéra, 47% pour les compagnies de musique et 55% pour les compagnies de théâtre. Les compagnies de danse diffèrent également des autres compagnies d'arts d'interprétation par le fait qu'elles font beaucoup plus de tournées.

Une plus grande part des recettes des compagnies d'opéra et de musique est provenue de sources privées, notamment de sociétés, de fondations, de particuliers et de manifestations spéciales. Ces sources représentaient 24% des recettes des compagnies d'opéra, 20% des recettes des compagnies de musique

(orchestres et ensembles de musique de chambre), 18% de celles des compagnies de danse et 13% de celles des compagnies de théâtre. Les compagnies d'opéra ont reçu une part plus importante du soutien des particuliers (7% de l'ensemble des recettes) que les compagnies de toute autre discipline et le soutien des particuliers représente la plus importante part de l'aide financière provenant du secteur privé. Pour les compagnies de musique, les parrainages constituent la plus importante source de soutien privé (8% de l'ensemble des recettes).

La diminution de la part des recettes attribuée aux subventions des administrations publiques pendant les années 80 a commencé à influencer sur la situation financière des compagnies d'arts d'interprétation. Les compagnies de danse, de musique et de théâtre ont enregistré des déficits annuels globaux, tandis que les compagnies d'opéra ont connu un sort relativement meilleur, affichant un excédent annuel global en 1989.

Les défis des années 90

La récession du début des années 90 aura vraisemblablement eu d'importantes répercussions sur la situation financière des compagnies d'arts d'interprétation subventionnées par le Conseil des arts du

Canada, et ce à la fois aux guichets et chez les donateurs du secteur privé. Les subventions des administrations publiques, et en particulier les subventions du Conseil des arts, ont été gelées pour beaucoup de compagnies ces dernières années. Un des défis que devront relever les compagnies d'arts d'interprétation dans les années 90 sera de conserver leur clientèle actuelle et de l'élargir. À cet égard, l'augmentation du nombre de jeunes spectateurs dans les années 80 devrait être perçue comme un signe favorable pour les années 90. Un autre défi de taille pour les compagnies d'arts d'interprétation consistera à chercher et à exploiter de nouvelles sources de soutien dans le secteur privé.

Grâce aux données de l'enquête sur les arts d'interprétation, le Conseil pourra continuer à suivre de près l'évolution de ces tendances dans les années 90. Il se servira également des données d'autres enquêtes sur la culture réalisées par Statistique Canada afin d'établir un profil exhaustif à long terme des organismes artistiques, des artistes et des spectateurs. Ces enquêtes sont l'enquête auprès des éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres, l'enquête sur l'édition du périodique, l'enquête sur les établissements du patrimoine, le supplément sur les arts et la culture de l'enquête sociale générale et la nouvelle enquête sur la population active du secteur culturel. □

La balance du commerce dans les industries culturelles canadiennes

Michel Durand, Chef, Section des industries culturelles

Judy Reid, Analyste, Section des industries culturelles

La grandeur du Canada, sa population peu nombreuse et la proximité des États-Unis font de ce pays un marché inhabituel. La plupart des livres, films, enregistrements et produits de radiotélévision (séries, émissions dramatiques et longs métrages pour la télévision) vendus au Canada viennent de l'étranger, surtout des États-Unis. Les entreprises américaines situées au Canada tirent avantage des profits de leurs services exclusifs de distribution, en ne risquant rien ou si peu à distribuer des films, livres et enregistrements populaires d'"intérêt général". Mais malgré cette situation, les caractéristiques des importations et exportations ont connu des changements considérables au cours de la dernière décennie.

Part du marché occupée par les entreprises sous contrôle étranger

Les entreprises sous contrôle étranger continuent de représenter un important pourcentage des recettes gagnées, mais les plus récentes données laissent supposer que leur part du marché évolue.

Par exemple, leur pourcentage des recettes au chapitre du film et de la vidéo diminue considérablement durant la dernière décennie. En 1989-1990, elles

rendent compte de 59 % de ces recettes (dont 86 % du marché du cinéma, 50 % du marché de la télévision et 26 % des marchés de la télévision payante et des films vidéo domestiques), comparativement à 74 % en 1982-1983.

Voici certains autres faits saillants pour la même période :

- on observe une légère diminution du pourcentage des ventes de livres au Canada par les éditeurs et les diffuseurs exclusifs sous contrôle étranger, comparativement aux années précédentes (42 % pour les propres ouvrages et 53 % pour les ouvrages diffusés en exclusivité);
- les entreprises sous contrôle étranger expliquent 73 % des ventes de manuels scolaires (propres ouvrages et ouvrages diffusés en exclusivité) publiés par des éditeurs de langue anglaise;
- le pourcentage de l'ensemble des ventes de disques attribuable à 14 entreprises sous contrôle étranger demeure pratiquement inchangé à 89 %.

Le contenu canadien conserve sa part du marché...

Qu'est-il advenu du contenu canadien au cours des quelques dernières années, compte tenu de l'influence des entreprises sous contrôle étranger sur la culture canadienne?

Les émissions dramatiques canadiennes rendent compte de 14 % de l'ensemble de la programmation dramatique en 1989, soit plus du double qu'en 1984 (6 %). Plus de la moitié des émissions de variétés et de jeux sont canadiennes en 1989, comparativement à 42 % en 1984.

Les films et les films vidéo canadiens n'expliquent toujours qu'une faible part des revenus totaux des distributeurs : environ 9 % des recettes de distribution en 1989-1990, comparativement à 7 % en 1984-1985.

Avec 4 % des recettes en 1989-1990, soit le même pourcentage qu'en 1984-1985, les films commerciaux canadiens conservent leur part des recettes provenant de la distribution des productions cinématographiques, mais sans plus.

Suite p.4

En proportion des recettes totales provenant de la distribution de films pour divertissement au foyer, les films avec contenu canadien ne progressent que très légèrement, passant de 9 % en 1984-1985 à 10 % en 1989-1990.

La situation de la radiotélévision est encore moins reluisante : en 1989, 54 % des heures d'écoute de documentaires avaient un contenu canadien, une baisse considérable par rapport aux 71 % enregistrés en 1984.

Entre 1984 et 1989, seulement de 5 % à 6 % des comédies présentent de l'"humour canadien". Par ailleurs, le pourcentage canadien dans les secteurs du disque, de la cassette et du disque compact, qui s'élève à 11 % du total des ventes en 1989-1990, n'a que très peu évolué au cours des ans.

... alors que la demande pour des produits avec contenu canadien augmente

Le Canada paie plus pour les produits importés, en raison de droits d'auteurs plus élevés, et des joueurs canadiens et étrangers entrent en concurrence pour les marges de profits supérieures associées à la distribution de produits culturels importés. Il est donc assez remarquable que les ventes de livres, de disques et de films produits au Canada s'accroissent plutôt rapidement. Les données (en dollars constants de 1984) révèlent que :

- les recettes au titre des propres ouvrages, des périodiques et des journaux des éditeurs canadiens ainsi que des films et des disques canadiens augmentent de 36 % entre 1984-1985 et 1989-1990, pour s'établir à 1.9 milliard \$.
- les ventes des propres ouvrages des éditeurs canadiens progressent de 48 %, passant de 459 millions \$ en 1984-1985 à 680 millions \$ en 1989-1990.
- les ventes de périodiques canadiens enregistrent une hausse de 27 %, passant de 182 millions \$ en 1984-1985 à 232 millions \$ en 1989-1990.
- les ventes de journaux canadiens s'élèvent à 533 millions \$ en 1984-1985 et à 586 millions \$ en 1989-1990, soit une progression de 10 %.
- les producteurs de film et de vidéo canadiens portent leurs recettes de production de 231 millions \$ en 1984-1985 à 445 millions \$ (en dollars constants) en 1989, ce qui constitue une hausse réelle de 93 %.
- une majoration réelle de 18 % fait que les ventes d'enregistrements avec contenu canadien passent de 28 millions \$ en 1984-1985 à 33 millions \$ en 1989-1990.

Produits canadiens sur les marchés étrangers

La pénétration accrue des marchés étrangers est une avenue que les entreprises canadiennes peuvent explorer en vue d'augmenter leurs ventes en dehors du petit marché national. En fait, bien que sa valeur en proportion de l'ensemble des ventes au Canada soit faible, le marché des exportations est en croissance :

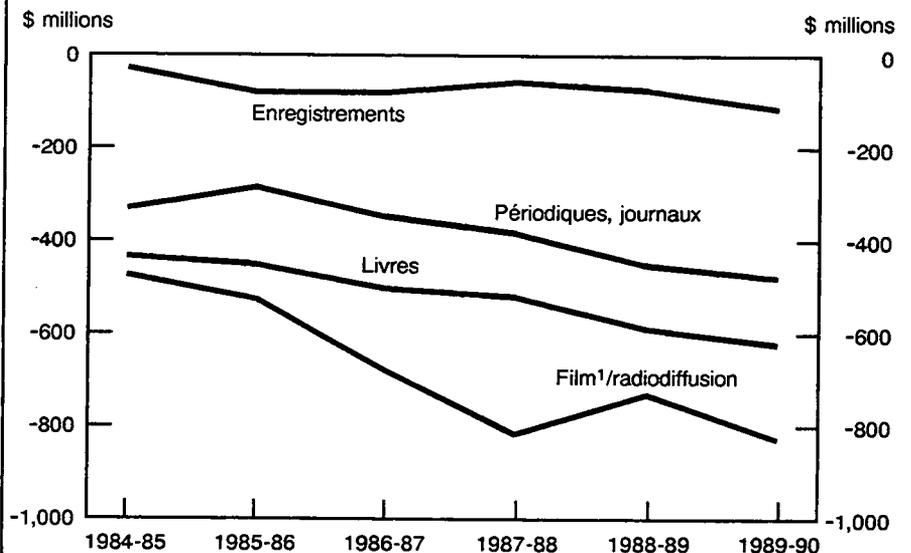
- les données révèlent une hausse annuelle moyenne de quelque 9 % des ventes des produits culturels exportés au cours des années 80, celles-ci atteignant 238 millions \$ en 1989;
- les ventes à l'exportation d'émissions télévisées passent de 17 millions \$ en 1982 à 24 millions \$ (en dollars de 1982) en 1990, soit une progression globale de 41 %.
- les exportations de films et de vidéo par les distributeurs et les producteurs passent de 18 millions \$ en 1981-1982 à 96 millions \$ (en dollars de 1981) en 1989-1990. Qui plus est, deux ans auparavant, ces exportations s'élevaient à seulement 33 millions \$ (en dollars de 1981). Par contre, les exportations de disques, de cassettes et de disques compacts régressent de plus de 50 % durant cette même période de deux ans, pour se fixer à 12 millions \$ (en dollars de 1987) en 1989-1990.

- le montant des exportations de livres fait plus que doubler en dollars constants de 1981 et atteint 27 millions \$ en 1989-1990, en hausse des 12 millions \$ de 1981-1982.
- les transactions financières (redevances de sources étrangères et frais de licence) diminuent de 14 % entre 1988 et 1989, pour se fixer à 35 millions \$. Les années précédentes, on a observé des hausses annuelles moyennes de 10 %.
- les exportations de marchandises informatiques rattachées au domaine de la culture s'élèvent en 1989 à 3.1 milliards \$ (en dollars de 1988), près de 15 % de plus qu'en 1988. Entre 1981 et 1987, ces exportations augmentent de 77 % en dollars constants de 1981.

Comparons ces chiffres avec ceux des importations culturelles au Canada. Les importations de marchandises (enregistrements, films, livres, journaux et périodiques) par le secteur culturel représentent en 1989 1.6 milliard \$ (en dollars de 1984), soit une hausse réelle de 33 % entre 1984 et 1989. Les paiements aux entreprises étrangères pour ces produits et les produits du secteur de la radiotélévision augmentent de 32 %, après correction pour l'inflation, entre 1984 et 1987 et de 14 %, toujours après correction pour l'inflation, entre 1988 et 1989, pour atteindre 507 millions \$ (en dollars de 1988) en 1989. Les

Suite p. 5

Figure 3
Balance des paiements, industries culturelles, échanges de marchandises et transactions financières



¹ Comprend la production et la distribution de films

importations de marchandises informatiques rattachées au domaine de la culture s'élevèrent en 1989 à 8.1 milliards \$ (en dollars de 1988), soit une montée de 9 % par rapport à 1988. Entre 1984 et 1987, la hausse après correction pour l'inflation est presque nulle.¹

Balance du commerce culturel

Bien que les exportations et les ventes au pays enregistrent toutes deux des augmentations annuelles supérieures au taux d'inflation et que la valeur des importations progresse moins rapidement, le Canada est encore largement déficitaire dans le secteur culturel. En 1989, la balance commerciale au titre de la culture demeure considérable : elle s'établit à 7 milliards \$. Si l'on considère les différentes catégories qui sont comprises dans ce total, on constate qu'en dollars constants :

- le déficit des marchandises rattachées au domaine culturel triple entre 1981 et 1989, pour se fixer à 1.6 milliard \$ en 1989.
- le déficit des transactions financières (redevances, droits des filiales) fait plus que doubler depuis 1981, pour s'élever à 483 millions \$.
- les échanges internationaux de marchandises informatiques rattachées au domaine culturel se traduisent par un déficit de 5 milliards \$ en 1989, soit une hausse de 4 % en regard de 1988; ce déficit progresse de 60 % entre 1981 et 1987.
- l'Indice des prix à la consommation, durant cette même période (1981-1989), augmente à un taux annuel moyen de 5.3 %.

Qu'est-ce qui pèse dans la balance?

Bien que les entreprises sous contrôle étranger continuent à être la force dominante dans le secteur des industries culturelles canadiennes, la baisse du déficit de la balance du commerce culturel constitue un changement significatif. Certaines marchandises de production canadienne continuent à trouver de nouvelles niches, et à les exploiter, et le contenu canadien, même s'il ne réalise pas des gains substantiels, ne perd pas du terrain et réussit même parfois à en gagner. □

¹ Entre 1987 et 1988, la classification des marchandises importées/exportées a fait l'objet d'une révision approfondie sur la base du Système harmonisé (SH). Les données pour ces deux périodes ne sont donc pas comparables. Le lecteur peut se procurer sur demande des renseignements plus détaillés sur la concordance entre les deux classifications.

Communiqué

Les utilisateurs de statistiques sur les bibliothèques publiques seront désolés d'apprendre que les compressions budgétaires de 1992-1993 ont amené la suspension de l'**Enquête auprès des bibliothèques publiques** du Programme de la statistique culturelle. L'enquête auprès des bibliothèques publiques en est une de nos plus anciennes, fournissant des données utiles à la communauté libraire et aux analystes et auteurs de politiques culturelles depuis 1921.

Le rapport du groupe de travail sur les statistiques concernant les bibliothèques canadiennes, émis par la Bibliothèque nationale en 1988, recommandait que l'enquête soit grandement élargie afin d'inclure les bibliothèques universitaires, collégiales, scolaires et spéciales. Malheureusement, les ressources additionnelles requises pour ce travail n'étaient pas disponibles, et de fait, Statistique Canada ne dispose plus des ressources nécessaires pour maintenir l'enquête courante.

Les données de 1991-1992 seront recueillies, quoiqu'elles ne seront ni analysées ni diffusées tant que les fonds nécessaires ne seront pas disponibles. Entretemps, les données de 1990-1991 sont disponibles, et la publication annuelle intitulée **Bibliothèques publiques, 1990-1991** (numéro 87-205 au catalogue) devrait publiée au mois d'août.

Cette mesure prend effet immédiatement. □

Nouvelles publications

	Prix au Canada
87-203 L'édition du périodique, 1989-1990	17 \$
87-204 Le film et la vidéo, 1989-1990	22 \$

Publications à paraître

87-208 L'écoute de la télévision, 1991	26 \$
--	-------

Dernières données disponibles

Enregistrement sonore: 1990-1991
 Edition du périodique: 1990-1991
 Production cinématographique et vidéo: 1990-1991
 Distribution cinématographique et vidéo: 1990-1991
 Laboratoires de films et services de post-production: 1990-1991
 Cinémas: 1990-1991
 Bibliothèques publiques: 1990-1991
 Dépenses publiques au titre de la culture: 1989-1990
 Etablissements du patrimoine: 1989-1990
 Radio et télévision: 1990
 Arts d'interprétation: 1989-1990
 Edition et diffusion du livre: 1990-1991

Pleins feux sur les données

Moyenne d'heures d'écoute de la télévision, automne 1990	23.3 hres/semaine
Taux de fréquentation aux salles de cinéma, 1990-1991	2.9 fois/année/personne
Recettes provenant de la distribution de films et de vidéo, 1990-1991:	
- Distributeurs et grossistes sous contrôle canadien	664 millions \$
- Distributeurs et grossistes sous contrôle étranger	525 millions \$
Prix moyen du numéro de périodiques canadiens, 1990-1991	
- grand public	3,40 \$
- affaires/professionnels	4,64 \$
Ventes nettes de livres édités au Canada, 1990-1991	813 millions \$
Part de marché des ventes d'enregistrements, 1990-1991	
- albums vinyle	2 %
- bandes pré-enregistrées	56 %
- disques compacts	38 %
Acquisitions de livres par les bibliothèques publiques, 1989-1990	4.6 millions de volumes
Représentations par les compagnies d'arts d'interprétation, 1989-1990	40,555
Dépenses au titre de la culture de l'administration fédérale, 1989-1990	2.9 milliards \$
Entrées aux établissements du patrimoine (sauf les parcs naturels), 1989-1990	56.8 millions

Dépenses au titre de la culture

Michel Durand, Chef, Section des industries culturelles

Les Canadiens continuent à consacrer une plus grande proportion de leur revenu aux activités culturelles, en particulier celles qui peuvent être pratiquées au foyer. Mais cette hausse traduit en partie le relèvement du prix des divertissements.

D'après l'Enquête sur les dépenses des familles de Statistique Canada, les familles consacrent 9 % de leur revenu aux activités culturelles et aux loisirs en 1990, soit des hausses de 1.2 point et de 2 points par rapport à 1982 et à 1969 respectivement.

Toutefois, le prix des divertissements augmente également. Selon l'Indice des prix à la consommation, la majoration du prix des billets (arts d'interprétation), des entrées (cinéma) et du matériel de lecture est supérieure, entre 1982 et 1990, de 61 %, 20 % et 42 % respectivement à la hausse annuelle moyenne du taux d'inflation pour l'ensemble des biens et services.

En conséquence, les Canadiens dépensent plus pour leurs activités culturelles et leurs loisirs. La question qui se pose alors est de savoir si effectivement la participation des Canadiens est en progrès. Les résultats de diverses enquêtes du Programme de la statistique culturelle démontrent un certain nombre de tendances.

Les dépenses au chapitre des activités au foyer augmentent

Il est possible que les gens sortent moins souvent en raison de contraintes économiques. Entre 1982 et 1990, les plus importantes augmentations (en dollars constants de 1982) sont observées dans les loisirs au foyer. Les dépenses des familles au titre des cassettes et des disques vidéo augmentent plus de dix fois, passant d'une moyenne annuelle de 6 \$ à 62 \$ en 1990. Les dépenses au chapitre de la câblodistribution font plus que doubler, passant de 56 \$ à 123 \$.

Les dépenses au chapitre des disques et cassettes consomment en moyenne 54 \$ du budget familial, et ne progressent pas (toujours en dollars constants) en 1986; par la suite, elles augmentent de 20 % pour atteindre 65 \$ en 1990. Les disques compacts frappent particulièrement l'imagination et le portefeuille des

Canadiens, le nombre de disques compacts vendus augmentant de quelque 33 % par an entre 1988 et 1990. Mais la popularité croissante des disques compacts entraîne une diminution des ventes de disques et de cassettes, soit des baisses de 56 % et 13 % respectivement. Les expéditions de disques, de disques compacts et de cassettes diminuent de 8 % entre 1989 et 1990.

La lecture, par contre, semble être une activité qui "résiste" à la récession. Les résultats d'enquêtes sur les habitudes de lecture menées en 1978 et 1991 révèlent que les Canadiens sont toujours de plus en plus intéressés à lire pour le plaisir.

Le tirage des journaux, quotidiens ou non, s'accroît de 3 % entre 1988 et 1989. Les périodiques canadiens ne réussissent pas aussi bien, leur tirage enregistrant un recul de 6 % en 1989.

Les dépenses au titre de la presse écrite augmentent également. En dollars constant de 1982, les dépenses au chapitre des revues, des livres et des journaux ont progressé toutes trois entre 1982 et 1990: les sommes consacrées aux revues passent de 41 \$ à 50 \$ par famille, et le montant alloué aux livres est porté de 46 \$ à 55 \$. En 1990, les familles canadiennes consacrent en moyenne 106 \$ par année aux journaux. Les manuels scolaires et autres imprimés enregistrent des majorations encore plus grandes.

Les dépenses au titre des sorties progressent également

Les Canadiens continuent d'assister à des manifestations sportives et y consacrent 28 \$ en 1990, une hausse de 20 % en dollars constants depuis 1982. Les dépenses au titre des représentations sur scène sont encore plus grandes, augmentant de 70 % entre 1982 et 1990 (elles passent de 27 \$ à 46 \$ en dollars constants). L'assistance aux spectacles d'arts d'interprétation progresse également, d'environ 3 % par année entre 1987 et 1989; en 1990 elle enregistre toutefois une baisse de 12 %.

Entre 1982 et 1986, les familles canadiennes consacrent en moyenne 41 \$ par an au cinéma. Cependant, leurs dépenses annuelles moyennes à ce titre

atteignent 50 \$ en 1990 (en dollars de 1982), ce qui représente une hausse globale de 22 % au cours de la période. Mais au fait, un moins grand nombre de gens fréquentent les salles de cinéma: le nombre d'entrées payées en 1990 diminue de près de 4 % en regard de 1989.

Le pourcentage consacré aux loisirs demeure stable

La hausse générale des dépenses au chapitre des activités culturelles et des loisirs traduit de profonds changements dans les habitudes de dépenses des Canadiens entre 1981 et 1991. Si l'on considère le pourcentage du revenu qui est alloué à la nourriture, au logement, aux transports et aux autres biens et services, une autre perspective se dessine.

Le pourcentage du revenu total consacré aux loisirs, aux divertissements, à l'éducation et à la culture (cette catégorie, plus complète que celle de l'Enquête sur les dépenses des familles mentionnée précédemment, est utilisée pour le Système de comptabilité nationale) est porté de 10.3 % en 1981 à 10.8 % en 1991. À titre de comparaison, le pourcentage réservé à la nourriture diminue régulièrement, passant de 19 % à 16 %, alors que le coût du logement augmente, de 20 % à 23 %. Les frais de transport restent stables à quelque 13 % alors que le coût des vêtements et des chaussures régresse, de 7 % à 5 %. Les services médicaux et les soins personnels enregistrent une hausse de près de 1 % pour atteindre 4.5 %.

Entre 1981 et 1991, les dépenses de consommation suivent l'évolution du revenu disponible. La croissance dans les dépenses s'est ralentie; elle est de 4 % dans la deuxième moitié des années 80, de 1.3 % en 1990, pour finalement tomber à 1 % en 1991.

Les "achats" culturels, comme les achats d'autres biens et services, subissent les aléas de l'économie. Lorsque les contraintes économiques se feront moins sentir, les Canadiens auront peut-être plus d'argent à consacrer à la culture. Il sera intéressant de voir s'ils choisiront de dépenser plus pour des activités à l'extérieur du foyer ou s'ils préféreront encore les activités culturelles pratiquées à la maison. □